Nous refusons d'être « pris en otages » par le lycée dit « 4.0 ». Sobriété !

Parce que le Ministère de la Santé a rendu publique fin août 2019 une étude qui indique que 73% des élèves de 3^e dépassent 2h/jour devant des écrans, alors que 2h par jour est le seuil maximum défini par l'Académie des sciences, que 50% y passent au moins 3h30, que 10% dépassent déjà 6h par jour (alors qu'en 2009 les plus exposés ne dépassaient pas 3h par jour). Parce que la même étude détaille les répercussions sur la surcharge pondérale des jeunes, et que sans surprise ce sont les enfants d'ouvriers et les filles qui sont les plus touchés.

Parce que de solides preuves existent pour affirmer que les outils numériques entraînent des problèmes d'attention, de langage, de mémorisation, d'agressivité, de sommeil ou de réussite scolaire, et que la surexposition aux écrans affecte gravement le développement intellectuel et la créativité de nos enfants. Parce que même le rapport Pisa 2015, produit par l'OCDE, révèle que plus on est exposé aux écrans et moins on comprend les textes écrits.

Parce que, quand nous lisons la psychologue clinicienne Sabine Duflo ([Quand les écrans deviennent neurotoxiques](#), 2018), ou le spécialiste en neurosciences cognitives Michel Desmurget ([La fabrique du crétin digital](#), 2019), pour ne citer que deux exemples d'ouvrages informés parmi d'innombrables études scientifiques, nous sommes en droit d'exiger l'application du *principe de précaution* pour protéger la santé physique et mentale de nos enfants contre la surexposition aux écrans.

Parce que, derrière les technologies à l'école, il y a surtout et toujours la pression des fabricants, et les trop fameux GAFAM, pour qui le rêve d'une clientèle captive de lycéens et collégiens est une mine d'or.

Parce que d'un côté, on éduque nos enfants au développement durable et de l'autre, on leur met entre les mains des objets qui deviendront des déchets électroniques ingérables dans trois ans. Car l'empreinte écologique du numérique est forte, loin de l'illusion d'immatérialité.

Parce que les ordinateurs, smartphones et autres objets connectés engloutissent environ 10 % de l'électricité mondiale, d'où une augmentation importante des émissions de gaz à effet de serre.

Parce que ces objets – dont la durée de vie est très limitée – contiennent des métaux rares (et polluants), dont la surexploitation est à la fois nuisible d'un point de vue écologique et d'un point de vue humain (conditions de travail effroyables dans des mines clandestines d'Afrique ou d'Asie du sud-est).

Parce que, d'après l'ADEME, la fabrication d'un ordinateur de 2kg mobilise 800kg de matières premières, ce qui entraîne une augmentation de l'épuisement des ressources, de la pollution de la terre, de l'air et des eaux.

Parce que, selon une étude publiée cet été par The Shift Project, le numérique pollue aujourd'hui autant que le secteur aérien, et son impact devrait doubler d'ici 2025.

Parce qu'en 2018, le visionnage de vidéos en ligne a généré autant d'émissions de CO2 que l'Espagne : 300 millions de tonnes.

Parce qu'en 2016, la France a produit 1,4 million de tonnes de déchets électriques et électroniques (DEEE) (voir Planetoscope.com). 80 % des déchets électroniques ne sont ni recyclés ni même tracés. Près de 70% des déchets produits par l'Union Européenne disparaissent dans la nature au profit du trafic et du commerce de poubelles toxiques qui inonde les décharges à ciel ouvert des pays pauvres. La France est classée en 8^{ème} position des pays qui produisent le plus de ces déchets par habitant (entre 21 et 25 kg par an). Selon Pike Research, il se crée dans le monde entre plus de 2300 kg de déchets électroniques par seconde (2014)! En France : près de 46 kg par seconde (2016). Dans ces conditions, est-il très malin de la part de la Région Grand Est d'en rajouter, en faisant livrer 115.000 ordinateurs aux lycéens à la rentrée 2019 ?

Parce que *Le Jour du dépassement* est arrivé cette année encore plus tôt que toutes les autres, le 29 juillet, tandis qu'en 1998 il n'arrivait que le 30 septembre ... et que c'était déjà grave. Calculé sur la base de trois millions de données statistiques de 200 pays, *Le Jour du dépassement* est la date à partir de laquelle l'empreinte écologique dépasse la biocapacité de la planète.

Parce que, si l'humanité vivait comme les Français, il faudrait 2,7 Terre.

Parce que l'Accord de Paris de 2015 avait prévu de contenir d'ici à 2100 le réchauffement climatique « bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels » et si possible de « limiter la hausse des températures à 1,5 °C ». Parce qu'une étude parue en 2017 dans Nature Climate Change évaluait à 5 % la probabilité de limiter le réchauffement à 2 °C d'ici 2100 ; les chances d'atteindre l'objectif de 1,5 °C n'étant que de 1 %.

Parce que la loi sur la transition énergétique (LTE) de 2015 a fixé un certain nombre d'objectifs de

réduction des émissions de gaz à effet de serre. Et que le Réseau Action Climat (RAC) appelle l'Union européenne à rehausser ses objectifs : pour limiter le réchauffement à 1,5°, il faut réduire de 65% ses émissions de CO2 d'ici à 2030.

Parce que le GIEC a rendu public hier, mercredi 25 septembre, un rapport montrant pourquoi les mers et océans, qui jouent un rôle clé dans la régulation du climat, sont aujourd'hui à la limite de ne plus pouvoir assurer leurs fonctions primordiales pour la survie du vivant. Didier Gascuel, relecteur de ce nouveau rapport, déclare qu' « *il faut bien comprendre que le XXIe siècle pourrait être le prélude à une histoire tragique* ». La mise en lumière d'un certain nombre d'effets boule de neige de l'augmentation de la température de l'eau, nous ramène encore et toujours à l'impérieuse nécessité de réduire considérablement et immédiatement nos émissions de CO2.

Parce que ces scientifiques appellent à s'emparer de leur rapport et à l'utiliser comme un outil de vie démocratique et d'aide à la décision éclairée. Ils affirment que l'inaction limite fortement les options d'adaptation, insistant sur l'urgence d'une action résolue, rapide, coordonnée et durable.

Parce que l'ingénieur, enseignant et chef d'entreprise français Jean-Marc Jancovici, spécialiste de l'énergie et du climat, déclare : « *moins on comprend le problème, et plus on ira vite dans le mur. Il est encore temps pour faire tout ce qu'on peut pour faire baisser les émissions de manière ordonnée le plus vite possible ; on a intérêt à s'en occuper pour rester un peu plus maître de notre destin. Il est encore temps de choisir entre deux, trois quatre ou cinq degrés, sachant que deux degrés c'est aujourd'hui entrer en économie de guerre, et 4°C c'est la guerre tout court.* »

Parce que, comme l'exprimait il y a un an déjà l'astrophysicien Aurélien Barrau, appelant le gouvernement à une action « ferme et immédiate » face au danger du réchauffement climatique : « *face au plus grand défi de l'histoire de l'humanité [...] Il est temps d'être sérieux. Nous vivons un cataclysme planétaire. Réchauffement climatique, diminution drastique des espaces de vie, effondrement de la biodiversité, pollution profonde des sols, de l'eau et de*

l'air, déforestation rapide : tous les indicateurs sont alarmants. Au rythme actuel, dans quelques décennies, il ne restera presque plus rien. Les humains et la plupart des espèces vivantes sont en situation critique. [...] C'est une question de survie. Elle ne peut, par essence, pas être considérée comme secondaire. De très nombreux autres combats sont légitimes. Mais si celui-ci est perdu, aucun ne pourra plus être mené. »

Parce que le mois de juillet 2019 a été le plus chaud jamais mesuré dans le monde. Parce que, mardi 17 septembre 2019, des scientifiques français du CNRS, du CEA et de Météo France ont lancé une nouvelle alerte : le réchauffement climatique s'annonce plus important que prévu. Le scénario du pire, prévoyant + 7° en 2100, est aujourd'hui très envisagé.

Parce que le 16 septembre 2019 est apparue en France la première jurisprudence sur « l'état de nécessité » climatique. Un jugement du tribunal correctionnel de Lyon a en effet exprimé que « *le mode d'expression des citoyens en pays démocratique ne peut se réduire aux suffrages exprimés lors des échéances électorales mais doit inventer d'autres formes de participation, dans le cadre d'un devoir de vigilance critique.* »

Parce que, avec la démarche « **Lycées en transition** », la Région Grand Est a l'ambition d'accompagner ses lycées dans une trajectoire de transition écologique ! Parmi les objectifs figurent : la réduction des déchets, une gestion rigoureuse de la consommation d'énergie, la sobriété des lycées et la réduction de l'impact environnemental de chaque décision, la qualité de vie et la santé des usagers, l'accompagnement des jeunes vers la citoyenneté grâce aux actions éducatives et à l'engagement de leur lycée dans une démarche concrète de développement durable...

Parce que ni les enseignants, ni les élèves, ni les familles n'ont à aucun moment été consultés sur la mise en place du « Lycée 4.0 », décidée par... la même Région Grand Est !

Prenant aussi en compte les multiples informations figurant sur le site ECRAN TOTAL (Collectif pour un usage raisonné et responsable du numérique dans l'éducation) : <http://lycee4.0.free.fr/>

Nous, signataires, nous déclarons personnellement en objection de conscience vis-à-vis de la mise en place autoritaire et aveugle du lycée dit « 4.0 », et nous appelons chacun à faire de même. Nous exigeons du gouvernement et de toutes les autorités qui en dépendent une mise en œuvre concrète et immédiate de la sobriété. Car, en l'état de nos connaissances, entraîner nos jeunes dans des actes de surconsommation institutionnalisée est non seulement irresponsable mais criminel.